

Le désarroi dans la police.

L'Abéille a, de tout temps, répu- gné à intervenir dans les affaires de la justice et de la police. C'est sur ces deux institutions que repose l'exécution de la loi et le maintien de l'ordre dans la rue. Sans elles, il ne peut plus y avoir que désordre et anarchie dans la société.

Il faut que la justice et la police soient comme la femme de César, qu'elles ne puissent jamais être soupçonnées. C'est donc avec peine que nous voyons des agents, des officiers ayant la surveillance de tout un quartier, mis à pied, destitués, dégradés; même un chef de la sûreté, qui a la direction suprême de la police, la responsabilité des existences, des biens de tous les citoyens d'une grande ville de près de 300,000 âmes, traité devant un tribunal administratif, et sommé de donner sa démission, sous peine de poursuites judiciaires.

Ce sont là des faits lamentables; ils font douter de tout et jettent la désorganisation partout. Au milieu de la crise que nous traversons, ils ajoutent la démoralisation des âmes au désarroi qui existe déjà dans les esprits.

Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous venons de dire, n'étant pas, parfaitement au courant de ce qui se passe; mais il faut qu'une pareille situation cesse le plus tôt possible, et que le public sache nettement à quoi s'en tenir. Oh! le "job", la politique! quelles plaies pour une communauté! Bénis soient ceux qui sauront les extirper, et nous en délivrer!

Les beautés de l'Assistance publique.

Un malade—Ah! vous voici, monsieur l'inspecteur. L'inspecteur de l'Assistance—Où, mon ami. Vous m'attendiez, j'espère? Le malade—Il y a trois mois que j'ai écrit à l'Assistance. Je suis malade, je ne peux pas travailler.

L'inspecteur—Nous le savons... Nous avons pris les renseignements sur vous et ils sont excellents. Le malade—Tant mieux, mon Dieu... C'est que je suis dans une situation épouvantable... je serais mort dix fois sans les voisins et les gens du quartier qui sont de braves gens.

L'inspecteur—Ils vous ont aidé, n'est-ce pas? Le malade—Le concierge vient encore de me monter vingt sous qu'on lui a donnés pour moi.

L'inspecteur—Vous avez vingt sous? Le malade—Là... sur la table... deux pièces de cinquante centimes. L'inspecteur—En effet. (Gravement.) C'est maintenant mon ami que je vais voir si vous êtes un bon citoyen.

Le malade—Moi? L'inspecteur—L'Assistance publique, mon ami, a des charges énormes. Elle doit entretenir des hôpitaux... secourir les appointements de plusieurs centaines d'employés destinés à assurer son fonctionnement... L'hiver dernier,

nous avons été obligés de laisser des familles entières mourir de faim, parce que nos ressources étaient insuffisantes. Il nous faudrait quatorze millions de plus par an. Le malade, avec un bon sourire—Je ne peux pas vous les donner. L'inspecteur—Non, mais vous pouvez y contribuer dans la mesure de vos forces. Le malade—Comment ça? L'inspecteur—Vous avez là deux pièces de dix sous. Partageons-les.

LE ROI DE SIAM A PARIS.

C'est avec une curiosité sympathique, mais fort peu démonstrative, que la population parisienne a accueilli le roi de Siam. La réception du roi à la gare du Nord par le Président de la République a eu lieu suivant le cérémonial usité pour toutes les arrivées de souverains.

Dans un salon avait été aménagé dans le milieu du grand hall de la gare avec des tentures de velours rouges, frangées d'or et des tapis. Il était orné de verdure à profusion. A 3 heures 15, le Président de la République est arrivé avec M. Hanotaux, le général Hagron et M. Le Gall. Il avait été précédé à la gare par les ministres, par les représentants des présidents du Sénat et de la Chambre; par les députés du Conseil municipal; par le préfet de la Seine, par des députés et par les membres de la légation de Siam. M. Corrington d'Orelli, conseiller, les luangs Bisait et Bisuit, secrétaires. Le chargé d'affaires, phya Suriya, était allé chercher le Roi à Bruxelles. M. Grehan, consul général du Siam à Paris, était, également, présent, ainsi que M. Crozier, directeur, Mollard, sous-directeur, de Roujoux, sous-adjoint et plusieurs a-tâches du protocole.

Le service d'honneur était fait dans la gare par un détachement de la garde républicaine, accompagné de la musique et commandé par le lieutenant-colonel du régiment. Un détachement du 103e de ligne se trouvait également sur le quai d'arrivée, avec le drapeau du régiment. A 3 heures 25, le train royal est entré par les ministres et les personnalités officielles, s'est avancé à la rencontre du Roi, qui l'a reçu à sa descente de wagon. Le spectacle était très curieux. D'un côté, le groupe des Asiatiques vêtus d'uniformes chamarrés d'or et de décorations, ceints d'écharpes de toutes couleurs, se tenant droits, raides, essayant pour ainsi dire de hausser leurs tailles petites sous les casques blancs épanachés de blanc ou bien surmontés de pointes dorées. De l'autre, le groupe français, des ministres en habit noir, découverts, des diplomates aux fracs brodés, des généraux, des officiers, et aussi des reporters pressés, irrespectueux dans leur curiosité professionnelle. Et entre ces deux groupes, le Président, le Roi. L'un tête nue, très grand. L'autre, casqué, petit. Le Président sourit, se courbe pour serrer les mains du souverain. Il lui souhaite la bienvenue en anglais. Et de suite le Roi est conquis.

Il était descendu sur le quai très guidé. Il avait fait un salut militaire à l'Anglaise, très «roide». Il avait regardé comme inquiet, ébloui... Mais tandis que la musique jouait, parait-il, composée, voici une trentaine d'années, par un artiste italien, que la fortune contraire, après de romanesques aventures, avait jeté à Bangkok. Dix minutes après, le Président de la République a quitté l'hôtel

et a regagné l'Élysée en compagnie de M. Hanotaux et du général Hagron. A 4 h. 30, le Roi, accompagné par le général de Waru, le capitaine de frégate Serpette, M. Borel, ses ministres et les principaux officiers de sa suite, est allé rendre visite à M. Félix Faure à l'Élysée. Le cortège était escorté par un détachement de cavaliers de la garde républicaine. Le Roi a été reçu au bas du perron par MM. Crozier et Mollard, le commandant Humbert et le capitaine Bouchez, commandant du palais. Au haut du perron se tenaient le général Hagron et le commandant Bourgeois. Le Président de la République est venu au-devant du Roi jusqu'à la porte du premier salon.

L'audience, au cours de laquelle M. Félix Faure et S. M. Choulalongkorn ont échangé de nouveau de très cordiales protestations d'amitié, a duré vingt minutes. Le Président est ensuite monté avec le Roi, les deux princes, M. Hanotaux et les officiers siamois, au premier étage du palais, chez Mme Félix Faure. Après les présentations, un thé a été servi. Puis avec le même cérémonial qu'à l'arrivée le Roi a été reconduit à l'hôtel de l'avenue Hoche. Les visites officielles n'étaient point terminées. Le Roi, qui a changé de tenue, est maintenant coiffé d'un chapeau de soie de haute forme, vêtu d'une redingote noire, d'un gilet et d'un pantalon gris, et tient une canne à pomme d'or, monte avec le général de Waru dans un coupé fermé. Il va saluer le président du Conseil.

Le menu du dîner n'avait rien d'asiatique; il était tout à fait européen. Avant de prendre un repos bien gagné, le Roi, avec son secrétaire et le représentant de son ministre des affaires étrangères, a pris connaissance d'un volumineux courrier que l'administration des postes lui avait envoyé par une de ces petites voitures spéciales qui font le service des gares en dernière heure. Sa Majesté s'est aussi fait présenter le registre sur lequel se font inscrire les visiteurs. Ce registre est curieux. La pagination n'en est point européenne, mais siamoise. Imaginez une large bande, d'une trentaine de mètres de carton gris, reliée en accordéon. Il y a là, avec toutes les signatures d'inscriptions, et cinquante mille noms de toutes les capitales d'Europe, une intéressante collection d'autographes. Les fonctions de gouverneur du palais sont remplies par le capitaine Roger, du 5e régiment du génie. Le service intérieur est fait, conformément avec les sept domestiques du Roi par deux huissiers, quatre valets de pied et trois valets de chambre du ministère des affaires étrangères, sans compter le personnel de la table, de l'office et des cuisines. Le poste d'honneur comprend 25 hommes du 28e de ligne, commandés par un lieutenant. Au dehors, la garde est faite par des sergents de ville et la surveillance du Roi est placée sous la direction de M. Houllier, inspecteur de la Sûreté.

Le général Bourbaki. Charles Denis Sauter Bourbaki, général français d'origine grecque, dont nous annonçons la mort à Bayonne dans nos dépêches d'hier matin, était né à Pau le 22 avril 1816. Elève de l'École militaire de Saint-Cyr en 1834, depuis 1836, sous-lieutenant aux zouaves, il passa, en 1838, comme lieutenant au 1er régiment de la légion étrangère. Capitaine aux zouaves en juin 1842, chef de bataillon des tirailleurs indigènes le 28 août 1846, lieutenant-colonel le 16 janvier 1850, d'abord au 7e de ligne, puis aux zouaves, colonel le 24 décembre 1851, il est devenu général de brigade le 14 octobre 1854 et général de division le 12 août 1857. Il a été notamment employé dans la

campagne de Crimée en 1855, où il se distingua successivement à l'Alma, à Inkermann et à l'assaut de Sébastopol. Il fit aussi partie de l'expédition d'Italie, 1859. Il fut désigné en mai 1869, pour commander le deuxième camp de Châlons, et, au mois de juillet, nommé aide de camp de l'empereur. A ce moment de la déclaration de guerre à la Prusse, en juillet 1870, le général Bourbaki, appelé au commandement de la garde impériale, fit partie de l'armée de Bazaine, prit part aux combats livrés autour de Metz, du 14 au 18 août, et se réfugia dans la place avec ses troupes. Le maréchal l'en fit sortir avant la capitulation, au milieu d'une intrigue restée obscure, pour mener les négociations politiques qui pouvaient faire jouer à l'armée un rôle inattendu. Après l'échec de cette mystérieuse mission, il vint à Tours offrir, le 14 octobre, ses services au gouvernement de la Défense nationale. Destiné à un moment à commander l'armée de la Loire, il fut, sur sa demande, chargé du commandement de l'armée du Nord et de l'Oise, par décision du 17 octobre. Il établit d'abord son quartier-général à Lille et s'occupa activement de l'organisation de ses troupes. Quelques engagements heureux l'auparavant à Arras, d'où il écrivit, le 20 novembre, au général Trochu, qu'il était prêt à marcher et qu'il suivait les instructions venues de Paris. Malheureusement, la prise d'Orléans vint interrompre l'exécution de ce plan de campagne. Rappelé par M. Gambetta pour l'aider à la réorganisation des 15e, 18e et 28e corps de la première armée de la Loire, que des marches forcées sous des pluies torrentielles avaient désorganisés, il s'établit entre Nevers et Bourges, et fut nommé, le 6 décembre, commandant en chef de la première armée de centre, qui devait bientôt devenir l'armée de l'Est. Le brillant combat livré à Nuits par le général Cremer décida l'évacuation de Dijon et de Gray par les Prussiens, qui se replièrent sur Vesoul et Epinal. C'est alors que le général Bourbaki fut chargé à la tête de près de cent cinquante mille hommes, d'exécuter un mouvement vers l'Est, qui devait couper les communications de l'armée ennemie avec l'Allemagne du Sud. Le 21 janvier 1871, il était à Dijon, demandant l'armée des Vosges, et à l'armée de Lyon, qui marchait sur Montbéliard. Remontant la vallée de l'Oignon, il arriva le 8 janvier à Montbozon, près de Vesoul. Le lendemain, il attaqua avec toutes ses forces le général de Werder, retranché à Villersexel. La bataille dura toute la journée, et, à sept heures du soir, les positions ennemies étaient emportées. Le 12, il occupa Lure, Gray et Vesoul; le 13, il envoya à la baionnette les villages d'Arcey et de Sainte-Marie; le 15, il s'empara de Montbéliard, après une lutte violente; le 16, il attaqua Werder, fortement retranché à Hericourt, ne put l'entamer, revint à la charge, le 17, sans plus de succès, et commença son mouvement de retraite sur Besançon, en manœuvrant pour échapper à l'armée de Manteuffel, qui avait déjà coupé ses principales communications. Des ordres formels du ministre de la guerre l'empêchèrent de battre et de retrahir sur Lyon. Les données étaient sans vives et sans mutations, après une retraite désastreuse, par un froid de 10 degrés. Le 27 janvier, à son arrivée à Besançon, pris de désespoir en se voyant absolument cerché, et craignant d'être accusé de trahison, il désigna le général Clinchaut comme son successeur, et pendant la nuit, trompant la surveillance d'un médecin de ses amis, se tira un coup de pistolet dans la tête. Sa mort fut annoncée officiellement, mais bientôt démentie. Transporté à Lyon, il y resta huit jours dans un état désespéré. Dans l'intervalle, l'armée française s'était réfugiée en Suisse. Cependant, vers le 9 février, un mieux sensible se produisit dans

la tête du malade, et, le 15, il était hors de danger. La guérison complète fut très lente et s'acheva, à peine, lorsqu'au mois de juillet 1871, M. Thiers chargea le général du commandement de la 3e division militaire et du 6e corps d'armée. Dans cette importante situation, M. Bourbaki eut à soutenir à plusieurs reprises le préfet de Lyon, M. Valentin, contre les entreprises insurrectionnelles de la population, et à mener à bonne fin le désarmement de la garde nationale. Lors de la création des grands commandements, il reçut, avec le titre de gouverneur militaire de Lyon, celui de commandant du 14e corps; il le conserva jusqu'au 11 février 1879, et fut alors remplacé par le général Farre. Atteint par la limite d'âge, le 22 avril 1881, le général Bourbaki ne fut pas, pour cause de sentiments politiques, maintenu dans la première section de l'état-major général, quoique ayant commandé en chef devant l'ennemi. Il fut alors ouvert en son honneur une souscription, contre laquelle il protesta. Candidat monarchique dans la Sarthe aux élections sénatoriales du 8 janvier 1882, il obtint 197 suffrages sur 443 votants; il fut également porté, au même titre, dans l'élection sénatoriale partielle des Basses-Pyrénées, le 26 avril 1885, et échoua avec 430 voix contre 579, données à M. Planteau, candidat républicain. Commandeur de la Légion d'honneur le 22 septembre 1855, grand officier le 18 septembre 1860, il avait été promu grand-croix le 20 avril 1891.

Ce qu'est devenu M. Charley. Certains amateurs d'opéra espèrent, il y a quelque temps en core, de nous voir revenir l'impressario Charley, au moins pour trois ou quatre semaines, avec une troupe ambulante, excellente comme celle de l'an dernier. C'était une illusion. M. Charley a trouvé meilleure chausserie à son pied. Le voilà directeur du Grand Théâtre de Marseille. Lisez plutôt. Tiré du «Figaro» «De notre correspondant de Marseille: «M. Charley, notre nouveau directeur du Grand Théâtre—Mme Savine de la Moussaye, adjudicataire, se bornant à figurer connue dagazon sur le tableau de la troupe—se trouve depuis hier à Paris, il compte y recruter les éléments d'attractions de premier ordre. «En effet, il est en pourparlers avec notre concitoyen Victor Maurer pour donner avec sa compagnie une série de représentations choisies. «On jouerait «Don Juan», «Othello», «Falstaff» et «Moïna», œuvres inconnues ici. «On parle d'anciens projets de l'impressario qui, formé à l'école américaine, ne recule devant aucun obstacle. «D'ailleurs, le bruit court que, s'il réussit, une certaine subvention lui serait allouée sur le budget extraordinaire.»

Suspension d'un journal pour cause de chaleur. En cette saison d'été où les nouvelles sont rares, les hommes d'Etat en vacances, la littérature languissante, et, par conséquent, où les journaux ont parfois quelque peine à offrir à leurs lecteurs une pâture suffisante, on trouvera sans doute une assez piquante actualité à cette anecdote que conte un journal de Rome. Quand le Cardinal Galimberti, alors simple prélat, dirigeait le «Moniteur de Rome», il fit appeler, un matin de juillet, son rédacteur en chef, et lui proposa très sérieusement de suspendre la publication du journal pendant les trois mois d'été: «Fa tanto caldo, disait-il, nessun legge più i giornali». Le rédacteur en chef eut toutes les peines du monde à lui faire abandonner son projet, et à le convaincre qu'un journal dont la publication dépend

de cette affolante et vétément passion qui semblait vouloir consumer tout son sang, absorber toutes les forces vives de son âme!... Parfois, pourtant, la nuit, aux heures de ses ardeurs insomnies, il avait vaguement conscience que son esprit déséquilibré roulait éperdument vers un abîme insoudable et terrifiant profond.

Un éclair de bon sens lui faisait alors s'en aller les ténébroses de l'enslèvement. Il se promettait de fuir la trop dangereuse enchanteresse, la troublante lady Audley. Il éprouvait le besoin de retourner chez sa mère pour retrouver la paix perdue de jours passés. Mais le lendemain il accourait des le matin à la villa Victoria.

Adieu alors toutes ses bonnes résolutions; d'un sourire l'Anglaise savait les dissiper! «La vertueuse, respectable et respectée lady Audley ne saurait se donner qu'à son mari!» avait dit Wallace Bryant.

Cette liaison ne dépassait pas les sereines régions de l'amour platonique. Se drapant dans l'orgueil de sa fausse vertu, la jeune femme refusait obstinément de s'abandonner à Gaston.

A continuer.

dit-il; il faut vous faire épouser par le jeune Lachesnay. —Comment, que dites-vous? Je n'ai pas bien entendu, sans doute! s'écria lady Audley. Une pâleur s'étendait sous son front et un petit tremblement agitant ses traits. Mais, toujours imperturbable, Wallace Bryant répandit tranquillement: —Je dis que la vertueuse, respectable et respectée lady Audley ne saurait se donner qu'à son mari.

—Lui, mon mari! mon cher, ce que vous demandez est impossible. —Pourquoi impossible? Vous avez, ma chère âme, trop d'humilité. —De grâce, trêve de railleries! Vous savez bien qu'on n'épouse pas les femmes comme moi.

—Je ne sais rien, sauf qu'à l'âge de Gaston de Lachesnay on est capable de toutes les folies. —Voyons, mon cher, vous plaisantez. dit lady Audley en esquissant un sourire qui contrastait avec l'expression effarée de ses yeux, je veux bien me montrer docile et soumise, vous obéir en toute chose.

Je sais que vous me tenez et que vous êtes un ennemi redoutable. Toutefois, vous ne voudriez pas me contraindre à un acte absolument inutile et dangereux. —Dangereux? que signifie un

pareil mot dans votre bouche, mignonne? Sir Stephen Audley est mort depuis longtemps, et les morts ne ressuscitent guère. —Dangereux, est-il nécessaire de vous le rappeler, vous n'étiez sa femme que pour rire. Ce titre de lady Audley ne vous appartient en aucune façon. L'Anglaise ne répondit rien et le regarda avec une sorte de terreur silencieuse.

Wallace Bryant darda sur elle un regard perçant et scrutateur. —Regardez-vous, Jessie, fit-il d'une voix menaçante, je soupçonne que vous m'avez caché plus d'un mignon secret de votre vie. C'est mal, plus que mal, c'est imprudent, je ne suis pas un homme qu'on dupe impunément.

Voyons, répondez-moi la vérité: seriez-vous mariée, par hasard? Cette touchante histoire d'une pauvre fille séduite, plus tard abandonnée par un vieil ivrogne, ne serait donc qu'une fable ingénieuse créée par votre fertile imagination? Lady Audley fit un effort pour surmonter une croissante agitation.

—Non, non, balbutia-t-elle d'une voix haletante, je vous assure... que je n'ai pas menti. —Alors, si ce n'est la crainte d'être poursuivie pour bigamie, pourquoi cette répugnance à régulariser votre situation?

—Parce que si je me marie, il faudra révéler à ce jeune homme les... aventures de mon passé. Wallace Bryant eut un sourire incrédule et railleur. —Voilà, par exemple, une objection que je n'attendais guère dans la bouche d'une femme aussi intelligente que vous.

A quoi vous servent les ressources infinies de votre inventif esprit? Est-il donc si difficile de composer de petits récits émouvants et plausibles? Lady Audley demeura silencieuse, mais des gouttes de sueur scintillaient sur son front. —Allons, fit l'Américain en changeant de ton, il se fait tard, il faut en finir. Je me résume en quelques mots.

Vous vous faites aimer par ce jeune marquis, vous l'enflâmez, vous excitez ses desirs. Toutefois, vous lui résisterez de toutes les forces de votre pudeur alarmée. Enfin il se décide à vous épouser, puisque seul le mariage peut lui ouvrir l'entrée de votre alcôve.

—Vous oubliez, murmura d'une voix mourante l'Anglaise, qu'il faudra le consentement de sa mère. —Soyez tranquille, je n'oublie rien. Ce consentement on pourra s'en passer.

Oui, mon adoré, pour vous, pour vos beaux yeux, pour vos charmes vainqueurs, vos irrésistibles attraits, ce fils modèle saura se priver de la sanction maternelle.

Et comme il n'a pas l'âge pour envoyer ses sommations respectueuses, vous vous marierez en Angleterre. —En Angleterre? demanda lady Audley en relevant la tête, tandis qu'un éclair traversait ses yeux. —Parfaitement. Mettez-vous en mesure de trouver au plus vite un pasteur qui bénira votre union.

A ce mot de pasteur, l'Anglaise parut se rassurer. Même elle réprima un mouvement de joie. —Ainsi donc, il pourra se marier en Angleterre et le mariage sera reconnu valable? demanda-t-elle. —Oui, plus tard, quand il aura ses vingt-cinq ans révolus, on pourra le régulariser en France.

Savez-vous que vous devriez être très reconnaissante envers moi. Marquise de Lachesnay! beau titre, belle position; vous étiez bien dégoutée tout à l'heure. Lady Audley, complètement rassurée, partit d'un bryant éclat de rire.

—C'est que, répliqua-t-elle, j'avais peine à prendre au sérieux une pareille proposition. Elle me paraissait trop belle, et j'en suis enchantée. Wallace Bryant se leva et, prenant son chapeau, répliqua gaiement: —A la bonne heure, nous voilà d'accord! Bonssoir, mignonne. Je vous quitte et vous laissez à vos beaux rêves d'innocence, à votre sommeil d'enfant.

Il se pencha sur elle et sans façon l'embrassa sur la nuque. Puis, d'un pas rapide, il sortit en fredonnant un air de café-concert. Restée seule, lady Audley frappa rageusement du pied sur le plancher. —Canaille, murmura-t-elle entre ses dents serrées, je suis à ta discrétion! Elle se mordit la lèvre, puis avec angoisse: —Mais que faire! Si je lui résiste, c'est la prison, car il me dénoncera certainement... Et si j'obéis, c'est le bague, car... Elle n'acheva pas sa pensée et parut réfléchir dans une muette désolation. Après tout, s'écria-t-elle enfin, ayons l'air d'obéir et gagnons du temps. Nous trouverons moyen de lui échapper.

Ah! tu veux un mariage anglais? Eh bien on se mariera en Angleterre. Tu exiges un pasteur pour bénir l'union? Nous allons te le fournir. Nous lui donnerons ce vieux gredin de Beecher Rawlinson! Et ce sera complet: faux nom, faux prêtre, faux mariage!

Une bonne farce, et sans danger cette fois! Bira bien qui rira le dernier!

XVI LA ROMANCE DE LADY AUDLEY. Trois semaines s'étaient écoulées depuis le jour où Gaston de Lachesnay et lady Audley avaient eu leur premier rendez-vous au Louvre, dans la salle où se trouve la Jaconde. Ce court espace de temps avait suffi pour bouleverser l'existence entière de Gaston.

Docile aux instructions de Wallace Bryant, l'Anglaise n'avait rien négligé pour enflammer le cœur du jeune homme. Et ses efforts avaient réussi au-delà de toutes ses espérances.

Oui, elle était en effet bien experte dans ses manèges de coquette raffinée. Soit qu'elle encourageât par des regards plus éloquentes que des paroles, par des yeux murmurés d'une voix frémissante, soit aussi qu'elle le désespérât l'instant d'après par une froideur calculée, lady Audley savait faire tressaillir en lui les fibres les plus intimes de son être.

Jamais encore le pauvre Gaston n'avait ressenti une telle fébrilité de sensations tumultueuses. Ah! combien l'amour qu'il avait jadis ressenti pour Diane de Saint-Albin ressemblait peu

dit du thermomètre n'était plus un journal. Au fond, la nonchalance italienne de Mgr Galimberti n'avait pas entièrement tort. Les origines de l'opportunisme. M. Ranc se livrait récemment à des recherches sur l'origine du mot «d'opportunisme». Ce terme bizarre a, dit-il, pris naissance au Concile de 1870; mais c'est un député de Marseille, aujourd'hui oublié, nommé Bouquet, qui l'a employé pour la première fois, en descendant des Alpes, pour désigner un parti politique. M. Rochefort s'en est emparé ensuite, en 1875, et on sait quelle place le mot a pris dans les polémiques françaises.

M. Ranc estime qu'on devrait bien le retirer de la circulation, parce qu'il ne correspond à rien. Ceux qu'on appelle «opportunistes», dit-il, ce sont les amis de Gambetta. Les républicains qui avaient adopté sa méthode, qui, sans rien abandonner du programme radical, jugèrent nécessaire de sérier les circonstances où l'état des esprits rendait impraticable. Cet opportunisme-là ne reniait ni le républicanisme et n'avait pas plus peur du mot que de la chose. La définition ne manque pas d'exactitude, excepté sur un point. Les hommes dont parle M. Ranc n'avaient pas peur du mot; mais la chose les effrayait. Ajourner définitivement l'application de telle ou telle réforme radicale, parce qu'on la reconnaît impraticable, c'est bien abandonner en fait le programme radical, et dans ce cas, il vaut beaucoup mieux cesser de prendre une étiquette qui ne désigne plus réellement la marchandise. Sinon, on brouille toutes les notions politiques; on empêche ou on retarde la formation de partis correspondant à des idées précises, et on fait, sans le vouloir, le jeu de ceux que l'on prétend combattre. En s'obstinant à ne pas rompre ouvertement avec les radicaux et les socialistes, sans plus violents adversaires, en nous imposant, pendant quinze ans, des ministères de concentration qui n'étaient que des cartes d'échantillons d'opinions opposées, l'opportunisme a rendu impossible le groupement naturel des partis. Il a fallu, pour mettre un terme à ce régime d'équivoques et d'impuissance, les progrès alarmants du collectivisme. Le classement si longtemps retardé est enfin en voie de s'accomplir. Mais il est loin d'être terminé.

«En effet, il est en pourparlers avec notre concitoyen Victor Maurer pour donner avec sa compagnie une série de représentations choisies. «On jouerait «Don Juan», «Othello», «Falstaff» et «Moïna», œuvres inconnues ici. «On parle d'anciens projets de l'impressario qui, formé à l'école américaine, ne recule devant aucun obstacle. «D'ailleurs, le bruit court que, s'il réussit, une certaine subvention lui serait allouée sur le budget extraordinaire.»

Entre gens revenus de bien des illusions. —Ce n'est pas drôle, la vie, quand on s'aperçoit que la gloire, l'amitié, l'amour ne valent pas un cigare! Et surtout, que le cigare lui-même ne vaut rien!

Dialogue entre écoliers: —Ça doit être bien bon de mettre ses doigts dans son nez? —Tu crois? —Sûrement... puisque c'est défendu!

Sous le péristyle de la Bourse, deux coulisiers causent. —Enfin, dit l'un, ce feu a fallu voir loger une balle dans la poitrine! —Oui, répond l'autre, j'étais mort, sans mon portefeuille heureusement bourré de titres. —De «l'Amortissable», sans doute.

L'Agence-Cure d'Ayer garantit infalliblement tous les cas de malaria. En vente chez tous les droguistes. Prix un dollar.